Original : anglais/français

PLANS DE PÊCHE D'ESPADON DE LA MÉDITERRANÉE DES CPC SOUMIS EN 2018
Rec. 16-05

Aux termes du paragraphe 10 de la [Recommandation de l'ICCAT pour remplacer la Recommandation 13-04 de l'ICCAT et établir un programme pluriannuel de rétablissement pour l'espadon de la Méditerranée](#) (Rec. 16-05), « À partir de 2018, les CPC devront soumettre tous les ans à l'ICCAT leur plan de pêche, avant le 15 mars. Ce plan devra inclure des informations détaillées concernant le quota alloué par type d'engin, y compris aux pêcheries sportives et récréatives (le cas échéant) ainsi que les prises accessoires. »

Les plans de pêche de l'Algérie, de l'Union européenne, du Maroc, de la Tunisie et de la Turquie ont été reçus dans les délais. La Recommandation 16-05 n'inclut aucune disposition concernant l'objet des plans de pêche, étant donné qu'aucune approbation n'est requise. Les plans ont été circulés à l'ensemble des Parties contractantes par le biais de la circulaire ICCAT #1749/2018 du 26 mars 2018 et sont joints ci-après pour information à la Sous-commission 4.

Addendum

Le plan de la Libye est joint en addendum en langue originale uniquement car il a été soumis après la date limite établie.

1. ALGÉRIE

Année du plan de pêche : 2018

1 Introduction

Conformément aux dispositions de la recommandation 16-05, notamment l'article 10, l'Algérie met en œuvre son plan de pêche au titre de l'année 2018 pour capturer son quota qui est de l'ordre de 533,5 t. Le plan de pêche de l'Algérie de 2018 repose sur les dispositions pertinentes de la recommandation 16-05 suscitées et de la législation et la réglementation nationale.

Les navires de captures autorisés à pêcher activement l'espadon utilisent des palangres de surface dans le respect des exigences appropriées de la recommandation 16-05.

L'Algérie met en œuvre son plan de pêche pour capturer 522,82 tonnes qui seront réparties entre la flottille nationale espadonnière composée de 441 unités de pêche, dont la longueur est comprise entre 4 et 22m, ainsi un quota de 2%, soit 10,67 tonnes a été déduit du quota global de 533,5 et consacré aux prises accessoires.

2 Détails du plan de pêche

Le plan de pêche de l'espadon de 2018 sera mis en œuvre de manière à garantir le respect de la limite du quota de l'Algérie, les dispositions pertinentes de la législation et de la réglementation nationale et les dispositions de la recommandation de l'ICCAT, notamment celle de la recommandation 16-05.

Les quotas individuels, pour chacun des navires qui seront autorisés à pêcher l'espadon, seront fixés suivant une formule de répartition des quotas, se basant sur la longueur et la puissance motrice de chaque unité de pêche. Cette formule permettra une distribution équitable du quota individuel entre les navires.

Conformément à la réglementation algérienne en vigueur, des autorisations de pêche individuelle seront octroyées par l'Administration des pêches aux navires autorisés à pêcher activement l'espadon au titre de l'année 2018.

L'Algérie possède une pêcherie espadonnière artisanale pêchant au moyen de petites embarcations dont la longueur est comprise entre 4 m et 22 m mais il existe seulement 2 navires dont la longueur est supérieure à 15 m. Les navires ciblant l'espadon utilisent des palangres de surface de petite taille et dans le respect des exigences de la recommandation 16-05.

Concernant les prises accessoires effectuées par des navires ne ciblant pas l'espadon (chalutiers et sardiniers), les captures seront déclarées, débarquées et comptabilisées sur le quota de l'Algérie à la hauteur de 2% du quota global de l'Algérie soit 10,67 tonnes.

S'agissant du contrôle, un dispositif est mis en place pour veiller à ce que les quantités d'espadon débarquées au niveau des ports désignés soient dans le respect du quota individuel alloué à chaque navire mais aussi au respect de la taille minimale marchande, qui est de 120 cm calculé du bout du museau à l'extrémité de la nageoire caudale de la partie dorsale.

La pêche à l'espadon est interdite durant la période du 1^{er} octobre au 30 novembre et de 15 février au 15 mars de chaque année. Les prises accessoires ne seront pas autorisées à être retenues ou débarquées durant la période de fermeture de la pêche.

	<i>Exigence ICCAT (cf. Rec. 16-05)</i>	<i>Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre</i>	<i>Législation ou réglementations nationales pertinentes (selon le cas)</i>	<i>Note</i>
1	Plan de développement de la flottille (paragr. 9)	La pêche à l'espadon en Algérie est une pêche purement artisanale de persistance, exercée par des navires en majorité ayant une longueur inférieure à 12 m et de faible puissance motrice. L'Algérie est en cours d'élaboration pour le développement et l'encadrement de la pêcherie artisanale de subsistance de manière générale un cadre juridique particulier qui définit les conditions et les modalités d'exercice ladite pêche. En outre, dans le cadre d'insertion des jeunes chômeurs au travail, des crédits ont été octroyés dans les années précédentes aux jeunes chômeurs pour l'acquisition des navires de pêche artisanale dont la longueur est inférieure à 12 m. A ce titre, il y a des navires qui sont en cours de construction et dans la réception des navires sera cette année et l'entrée en activités sera cette année prochaine.	Article 07 du Loi n° 15-08 du 2 avril 2015 modifiant et complétant la loi n° 01-11 du 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture.	
2	Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragr. 11-13)	La période de fermeture de la pêche est actuellement du 1 ^{er} octobre au 30 novembre et du 15 février au 15 mars de chaque année.	La période de fermeture arrêtée actuellement est du 1 ^{er} Octobre au 30 novembre et du 15 février au 15 mars de chaque année.	Un modificatif de la période de fermeture a été validé par le gouvernement pour fixer la nouvelle période du 1 ^{er} janvier au 31 mars de chaque année. Elle sera appliquée dès la publication du nouveau texte réglementaire
3	Pêcheries récréatives et sportives (paragr. 21-26)	Les pêcheries récréatives et sportives de l'espadon n'existent pas en Algérie		
4	Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragr. 30)	L'Algérie a réservé un pourcentage de 2% pour les prises accessoires, soit 10,67 tonnes	Décret exécutif n° 08-118 du 9 avril 2008 modifiant et complétant le décret exécutif n° 04-86 du 18 mars 2004 fixant les tailles minimales marchandes des ressources biologiques.	

5	Enregistrement et déclaration de la capture (paragr. 35-37)	Les prises sont enregistrées dans un journal de pêche ainsi que dans les fiches de collectes d'informations portant sur les opérations de pêches. Des contrôles sont effectués par les Gardes de côtes et les enregistrements des débarquements sont effectués par les inspecteurs de la pêche. En application du paragraphe 37, l'Algérie déclare dans les 30 jours suivant la fin de la période durant laquelle les captures ont été réalisées.	Décret exécutif fixant les modalités d'exercice de la pêche aux grands migrateurs halieutiques en cours d'adoption. Arrêté du 16-04-2006 fixant le journal de pêche	
6	Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragr. 34)	Des contrôles inopinés sont effectués en mer par les Gardes-côtes. En plus, les produits sont contrôlés au niveau des accès aux ports par les services des gardes – côtes et au niveau des points de débarquements par les inspecteurs de pêche.	Note circulaire et canevas ont été élaborés et diffusés à l'échelle nationale Arrêté du 16-04-2006 fixant le journal de pêche	
7	Observateur scientifique de la CPC (paragr. 44)	L'Algérie ne dispose que 02 navires de plus de 15 mètres. Aucun observateur scientifique n'a été embarqué sur les deux navires.	Aucun dispositif à bord	
8	Autres exigences (spécifier)			

Plan d'inspection

a) Inspection et contrôle de la CPC (para. 13)

L'Algérie a instaurée deux périodes de fermetures de la pêche à l'espadon, la première du 1^{er} octobre au 30 novembre et la seconde du 15 février au 15 mars de chaque année. Toutefois, l'Algérie est en cours de mise en place d'une nouvelle période de fermeture de la pêche qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 mars de chaque année. L'arrêté a été approuvé par le Secrétariat Général du Gouvernement le texte est en cours de publication. La mise en place de cette période s'effectuera dès la publication de cette nouvelle réglementation.

Le système de contrôle et d'inspection est constitué comme suit :

Le Service National des Garde-côtes en qualité d'autorité chargée de la police maritime, assure le contrôle et l'inspection de l'activité de la pêche au niveau des points d'accès portuaires, afin de veiller fermement à l'application de la réglementation nationale régissant l'activité de pêche. Aussi, des contrôles en mer sont effectués par le même service.

Toutefois, les inspecteurs de pêche des Directions des Pêches des Wilayas assurent la surveillance des débarquements des produits de la pêche, notamment durant la période de fermeture de la pêche à l'espadon.

Au niveau central, des rapports hebdomadaires sont transmis par les Directions de la Pêche des wilayas, relatifs aux situations de suivi de la période de fermeture de la pêche à l'espadon.

b) Inspection internationale conjointe (para. 39-41 ; Annexe 1)

L'Algérie dispose d'une flottille artisanale, opérant dans les eaux sous juridiction nationale. A ce titre, l'Algérie ne détachera pas au titre de l'année 2018 un navire d'inspection internationale conjointe dans les eaux internationales.

Plan de gestion de la capacité (para. 6-10)

La capacité de pêche, représentée par une flottille de 441 navires palangriers est adaptée au quota alloué à l'Algérie, à savoir 522,82 tonnes. De ce fait, l'Algérie ne présente pas de surcapacité de pêche.

La liste de navire ciblant l'espadon recensée et arrêtée a été transmise à l'ICCAT en date du 15 janvier 2018.

En 2017, l'Algérie a engagé l'élaboration d'un cadre juridique relatif à l'organisation et l'encadrement de la pêche artisanale, à ce titre, l'Algérie compte augmenter progressivement sa capacité de pêche de navire inférieur à 7 m à hauteur de 5% chaque année jusqu'en 2020.

Flottille navires de MED-SWO	En choisir un		Navires < 7m nouveaux en 2017 (paragr. 7)	Flottille totale (navires)			% différence entre période de référence et 2017 (max. 5%)	% différence entre période de référence et 2018 (max. 5%)	% différence entre période de référence et 2019 (max. 5%)
	Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)	Nombre de navires dans période de référence (année 2016)		2017	2018	2019			
Palangrier de plus de 40m	0	0		0	0	0			
Palangrier entre 24 et 40m	0	0		0	0	0			
Palangrier de moins de 24m	0	0		2	2	2			
Ligne à la main	0	0		0	0	0			
Harpon	0	0		0	0	0			
Sportive/récréative (canne et moulinet)	0	0		0	0	0			
Madrague	0	0		0	0	0			
Autre (à spécifier)	0	0		0	0	0			
Nombre total de navires < 7 m			144	144	134	151	0%	0%	5%
Nombre total de navires > 7 m	304	297		297	301	319	-2,30%	-0,98%	5%
Flottille totale	304	297		441	441	470			
Quota	N/A	N/A		550	522,83*	507,14**			
Quota ajusté (le cas échéant)	N/A	N/A							

*2% du quota de l'Algérie, soit 10,67 a été réservé pour la pêche accessoire.

**2% du quota de l'Algérie, soit 10,34 sera réservé pour la pêche accessoire.

2. UNION EUROPÉENNE

Année du plan de pêche : 2018

1 Introduction

L'Union européenne présente son plan de pêche dans le cadre du programme pluriannuel de rétablissement de l'espadon de la Méditerranée (MED-SWO), Rec. [16-05] de l'ICCAT.

Les sept États membres pêchant activement l'espadon de la Méditerranée sont la Croatie, Chypre, la France, la Grèce, l'Italie, Malte et l'Espagne. Ces États membres de l'UE pêchent avec plusieurs engins de pêche et la majorité des quotas est attribuée au secteur palangrier de surface. Cependant, les captures sont également effectuées par des secteurs plus artisanaux tels que les palangriers de moins de 12 m et les harpons. Les sept États membres de l'UE coopèrent également pour mettre en œuvre un plan commun de déploiement des moyens d'inspection, en coordination avec la Commission européenne et l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECP).

Le programme de rétablissement de l'espadon de la Méditerranée, Recommandation de l'ICCAT [16-05], est actuellement en cours de transposition dans la législation de l'Union européenne (UE) par un règlement codécidé par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne.

L'UE a déjà communiqué à l'ICCAT, le 22 décembre 2016, qu'elle a pleinement mis en œuvre le programme pluriannuel de rétablissement de l'espadon de la Méditerranée à partir du 1er janvier 2017.

La période de fermeture a été incorporée dans la législation de l'UE par son inclusion dans l'annexe ID du règlement (UE) 2018/120 du Conseil du 23 janvier¹.

Concernant la mise en œuvre d'une taille minimale de poisson, l'article 5 bis du règlement délégué 2018/191² de la Commission publié le 9 février 2018 définit clairement la taille minimale de l'espadon de la Méditerranée conformément à la Recommandation [16-05].

2 Détails du plan de pêche

L'Union européenne a adopté le règlement (UE) n° 2018/120 du 23 janvier 2018 du Conseil fixant les possibilités de pêche pour l'espadon de la Méditerranée pour 2018 et définissant la période de fermeture pour les navires ciblant l'espadon de la Méditerranée ainsi que la période de fermeture applicable aux navires ciblant le germon méditerranéen.

Conformément au total actuel des prises admissibles (TAC), le quota pour l'UE en 2018 a été fixé dans le règlement (UE) n° 2018/120 du Conseil à 7.188,17 t. En 2018, le TAC pour l'espadon de la Méditerranée a été réduit de 3% conformément à la Recommandation [16-05] de l'ICCAT. Comme c'est déjà le cas pour le stock de thon rouge de l'Est et de la Méditerranée, il convient que les captures réalisées dans les pêcheries récréatives de tous les autres stocks de l'ICCAT, y compris l'espadon de la Méditerranée, soient soumises aux limites de capture adoptées par l'ICCAT.

L'UE continuera à transmettre les listes des navires autorisés qui participeront à la pêcherie en 2018 dans le respect des délais prescrits au paragraphe 27 de la Rec. 16-05.

¹ Le règlement (UE) n° 2018/120 du Conseil du 23 janvier établit, pour 2018, les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux de l'Union européenne et, pour les navires de pêche de l'Union européenne, dans certaines eaux ne relevant pas de l'UE, et amendement le Règlement (UE) n°2017/127, JO L 27; 31.1.2018, p.1).

² Le règlement délégué (UE) 2018/191 de la Commission du 30 novembre 2017 modifiant le règlement délégué (UE) 2015/98 de la Commission relatif à la mise en œuvre des obligations internationales de l'Union, visées à l'article 15(2) du règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil, en vertu de la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, concernant le stock méditerranéen d'espadon (JO L 36 du 9.2.2018, p. 13).

L'UE présente un plan d'inspection complémentaire couvrant toutes les pêcheries méditerranéennes, y compris les pêcheries de grands migrateurs, et en mesure de répondre efficacement aux exigences de contrôle de ces pêcheries.

L'UE réalise un suivi en temps réel de la pêche d'espadon de la Méditerranée et s'est engagée à prendre les mesures nécessaires pour assurer le plein respect de la Recommandation 16-05 de l'ICCAT.

Conformément à la Recommandation 16-05 de l'ICCAT, l'UE a alloué son quota aux secteurs suivants :

<i>FLOTTILLE DE NAVIRES MÉDITERRANÉENS</i>	<i>2018</i>
<i>Type</i>	<i>Flottille (N° navires)</i>
Palangriers de plus de 40 m	1
Palangriers entre 24 et 40m	39
Palangriers de moins de 24m	1918
Total palangriers	1958
Ligne à main	88
Harpon	13
Sportive/récréative (canne et moulinet)	5464
Madrague	0
Autres (polyvalents)	14
Nombre total de navires < 7 m	2863
Nombre total de navires > 7 m	3202
Capacité totale de la flottille/de pêche	7537
Quota (t)	7188,17
Quota ajusté (le cas échéant)	
Sous-capacité (t)	

	<i>Exigence de l'ICCAT (En vertu de la Rec. 16-05)</i>	<i>Explication des mesures prises par la CPC à des fins de mise en œuvre</i>	<i>Législation ou règlementations nationales pertinentes (selon le cas)</i>	<i>Note</i>
1	Plan développement des flottilles (paragr. 9)			Non applicable
2	Choix des fermetures de la saison de pêche (paragr. 11-13)	Période comprise entre le 1er janvier et le 31 mars. Le Secrétariat de l'ICCAT a été informé le 5 décembre 2017.	La période de fermeture est insérée dans l'Annexe ID du règlement (UE) n° 2018/120 du 23 janvier 2018 du Conseil.	Dans le cadre du programme spécifique de contrôle et d'inspection de l'UE, les missions d'inspection sont consacrées à la vérification de l'application des saisons de pêche.
3.	Pêcheries récréatives et sportives (paragr. 21-26)	Seule la canne et moulinet est autorisée pour la pêche récréative. Toutes les captures sont déduites du quota de l'UE. La commercialisation de l'espadon de la Méditerranée capturé dans le cadre de la pêche sportive et récréative est interdite.	La gestion des pêcheries récréatives relève de la responsabilité des États membres de l'UE. Toutefois, la Commission européenne est informée sur demande des mesures prises par les États membres.	La manière dont ces dispositions sont mises en œuvre varie selon les États membres de l'UE, y compris dans certains cas une interdiction totale. La limite d'un poisson par navire et par jour devra s'appliquer à tous les navires récréatifs.
4.	Allocation de prises accessoires et information sur les limites par navire/opération (paragr. 30)	La limite maximale de capture accessoire autorisée pour les navires de l'UE est fixée à 5% par opération de pêche et par sortie. Les prises accessoires et les rejets sont également déduits du quota de l'UE.		Les chalutiers et les senneurs ciblant les petites espèces pélagiques et les madragues thonières sont autorisés à capturer un spécimen d'espadon par sortie et par jour.
5.	Enregistrement et déclaration de la capture (paragr. 35-37)	Les navires de l'UE mettent pleinement en œuvre l'obligation d'enregistrer quotidiennement toutes les captures	Art. 33 du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil instituant un régime de contrôle de l'Union.	

		<p>dans le carnet de pêche (papier ou électronique). Toutes les captures d'espadon de la Méditerranée, y compris les rejets (le cas échéant), sont imputées sur le quota de l'UE. Les captures cumulées sont ensuite déclarées trimestriellement à l'ICCAT, jusqu'à ce que le quota atteigne 80% ; à partir de ce moment-là, les prises sont communiquées plus fréquemment.</p>		
6.	Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragr. 34)	<p>Pré-notification obligatoire avant d'entrer dans un port.</p>	<p>Sur la base de l'évaluation annuelle des risques, les services d'inspection de l'UE incluront dans leurs plans de contrôle nationaux, ainsi que dans le programme de contrôle et d'inspection spécifiques, des critères de référence pour les inspections en mer, à terre et la chaîne commerciale pour les pêcheries d'espadon de la Méditerranée.</p>	<p>Pour 2018, ces critères de référence pour les inspections sont fixés par le règlement 2018/17³ de la Commission.</p>
7.	Observateur scientifique des CPC (paragr. 44)	<p>Une partie des tâches scientifiques dans le cadre du règlement de collecte de données.</p>	<p>Les programmes nationaux de collecte de données incluent déjà l'espadon de la Méditerranée comme l'une de leurs priorités</p>	

³Décision d'exécution de la Commission (UE) 2018/17 du 5 janvier 2018 amendant la décision d'exécution 2014/156/UE établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection pour les pêcheries exploitant les stocks de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée, d'espadon dans la Méditerranée et pour les pêcheries exploitant les stocks de sardines et d'anchois dans le Nord de la mer Adriatique (notifiée sous la cote C(2017) 8687) ; (JO) L 4; 9.1.2018, p.20.

			pour la Méditerranée.	
8.	Autres exigences (préciser) Fermeture de la pêche de germon (pagra. 12)	La période de fermeture du 1er octobre au 30 novembre s'applique aux palangriers ciblant le germon de la Méditerranée (<i>Thunnus alalunga</i>). Une liste de navires a été communiquée au Secrétariat de l'ICCAT, conformément à la Recommandation de l'ICCAT [17-05].	La période de fermeture est insérée dans l'Annexe ID du règlement (UE) n° 2018/120 du 23 janvier 2018 du Conseil.	

3 Plan d'inspection

3.1 Inspection et contrôle de la CPC (paragr. 13)

En vertu de la politique commune de la pêche (PCP), la responsabilité principale du contrôle et de l'exécution incombe aux autorités de l'État membre et notamment à ses inspecteurs en charge des pêcheries.

La Commission européenne et l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECP) travaillent en collaboration avec les États membres afin de garantir la transposition, dans le droit de l'UE et des États membres, des dispositions établies par l'ICCAT, ainsi que leur exécution intégrale. Les outils mis en place sont détaillés au point b ci-dessous. En outre, les activités de vérification suivantes sont menées par la Commission européenne :

3.1.1 Inspections de la Commission européenne

Alors que leurs compétences et leurs mandats sont différents, la Commission européenne dispose également de sa propre équipe permanente d'inspecteurs chargés de procéder au suivi et d'évaluer le respect des obligations incombant aux États membres de l'UE, y compris celles relevant du programme de rétablissement de l'espadon de la Méditerranée.

Bien que le programme d'inspection puisse encore faire l'objet de modifications compte tenu des particularités des activités de pêche de 2018, les inspecteurs de la Commission européenne seront une fois de plus très actifs en 2018.

3.1.2 Système de suivi des navires et équipe d'opérations

Tous les navires seront surveillés de manière continue par VMS et toute interruption dans la transmission des données fera immédiatement l'objet d'un suivi en concertation avec l'État membre concerné.

3.2 Inspection internationale conjointe (para 39-41 ; Annexe 1)

Conformément à la Partie IV de la Recommandation [16-05] (Programme ICCAT d'inspection internationale conjointe dans les eaux internationales), lorsqu'à un moment donné, plus de 50 navires de capture participent à des activités de pêche dirigée sur l'espadon de la Méditerranée, l'UE active le programme et par conséquent déploiera durant ce temps un navire d'inspection dans la mer Méditerranée.

3.2.1 Programme spécifique de contrôle et d'inspection

Sur la base du travail réalisé dans le cadre du Programme ICCAT d'inspection internationale conjointe et des expériences acquises au cours des dernières années, l'UE dispose actuellement du Programme spécifique de contrôle et d'inspection (SCIP), amendé le 5 janvier 2018⁴ afin de procéder au suivi de la mise en œuvre du programme de rétablissement du thon rouge et de son application ainsi que du programme de rétablissement de l'espadon. Ce programme constitue une initiative conjointe qui met en commun les ressources de la Commission européenne, de l'AIECP et des États membres prenant part à ces pêcheries.

3.2.2 Plan de déploiements conjoints (JDP) pour les pêcheries méditerranéennes (y compris l'espadon de la Méditerranée)

En coopération avec la Commission européenne et les États membres, l'AIECP adopte chaque année un plan de déploiement commun (JDP) qui inclut le thon rouge de l'Atlantique Est et la Méditerranée, l'espadon de la Méditerranée depuis 2017 et le germon de la Méditerranée depuis 2018. Ce plan de déploiement conjoint (JDP) met en œuvre le programme de contrôle et d'inspection spécifique et couvre toutes les étapes de la chaîne de commercialisation ainsi que les contrôles en mer et sur terre.

Dans le cadre du JDP, l'AIECP va coordonner en 2018 les activités conjointes d'inspection et de contrôle dans l'Atlantique Est et en Méditerranée en mobilisant des navires patrouilleurs et des avions. Un autre navire de patrouille sera affrété et déployé par l'AIECP en 2018. Bien que les stratégies opérationnelles et les zones exactes d'opération demeurent confidentielles, les zones générales couvertes par le JDP de 2018 incluront l'Atlantique Est (zones CIEM VII, VIII, IX, X et COPACE 34.1.1, 34.1.2 et 34.2.0) et la Méditerranée (occidentale, centrale et orientale). Ces patrouilles se concentrent en particulier, mais sans s'y limiter, sur les activités des senneurs et sur les activités d'élevage du thon rouge et sur les pêcheries palangrières et les débarquements d'espadon méditerranéen. Une attention spéciale sera également accordée à la pêche sportive et récréative. En 2018, l'Union européenne réalisera un maximum de 360 jours d'activités de contrôle et d'inspection en mer et d'environ 36 jours de surveillance aérienne dans le cadre du JDP, couvrant comme indiqué ci-dessus plusieurs pêcheries dans la mer Méditerranée et l'Atlantique Est.

Un Comité directeur du JDP, composé des représentants de l'AIECP, de la Commission européenne et des États membres européens, oriente la stratégie globale des activités d'inspection et supervise la mise en œuvre du JDP. Les priorités en matière de stratégie et de contrôle se basent sur une évaluation des risques menée tous les ans par les États membres et coordonnée par l'AIECP.

Tous les cas de non-application potentielle seront notifiés à l'État de pavillon du navire/de l'opérateur concerné et au Secrétariat de l'ICCAT, tel que le requiert les recommandations pertinentes de l'ICCAT consacrées à l'espèce couverte par ce JDP.

L'AIECP coopère également avec l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA) et FRONTEX (Agence européenne des garde-frontières et des garde-côtes) pour soutenir les autorités nationales chargées des fonctions de garde-côtière en leur fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, tout en coordonnant des opérations polyvalentes. Au nombre des outils utilisés pour appuyer ces opérations polyvalentes, citons le service MARSURV qui est une application qui fournit une image maritime intégrée basée sur la fusion en temps réel du VMS, du système automatique d'identification (AIS) et d'autres données maritimes, telles que les observations. Cet outil s'avère utile pour évaluer les risques opérationnels. La coopération de l'AIECP dans le contexte de la fonction de garde-côtière a permis d'identifier de nombreux cas de non-application potentielle dans les eaux non communautaires ces dernières années.

⁴ Décision d'exécution (UE) 2018/17 de la Commission amendant la décision d'exécution 2014/156/UE établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection pour les pêcheries exploitant les stocks de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée, d'espadon dans l'Atlantique et pour les pêcheries exploitant les stocks de sardines et d'anchois dans le Nord de la mer Adriatique (OJ L 4; 9.1.2018, p.20).

3.2.3 Plans d'inspection annuels des États membres

Conformément à l'article 46 (programmes d'action de contrôle nationaux) du règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil et conformément au paragraphe 6 de la Rec. [16-05], chaque État membre de l'UE concerné a élaboré et soumis un plan d'inspection ICCAT 2018 dans le cadre de son programme d'action de contrôle national pour l'espadon de la Méditerranée. Il s'agit de vastes programmes contenant les ressources et les stratégies d'inspection que les États membres s'engagent à mettre en œuvre dans leur juridiction.

Ces programmes, conformément au programme spécifique de contrôle et d'inspection (voir ci-dessus), sont élaborés annuellement sur la base d'une stratégie de gestion des risques conformément à l'article 4(18) du règlement (CE) n° 1224/2009 et de l'article 98 du règlement d'exécution (UE) n° 404/2011, suivant les procédures d'évaluation des risques et comprenant une série de «référentiels» d'inspection conformes, dans le cas particulier du plan de rétablissement de l'espadon méditerranéen, aux points suivants :

- a) la surveillance des inspections en mer dans l'UE et dans les eaux internationales sur la base d'un pourcentage minimal d'inspections en mer effectuées sur les navires en fonction du risque identifié pour le secteur ;
- b) le contrôle des mesures techniques et en particulier des périodes de fermeture (pour l'espadon de la Méditerranée et le germon méditerranéen) ; et
- c) la surveillance des inspections à terre, y compris les inspections au débarquement et à la première vente.

Ces programmes nationaux sont pleinement conformes aux mesures de conservation et de gestion adoptées dans la Rec. 16-05.

Plan de gestion de la capacité (paragr. 6-10)

Le plan de gestion de la capacité de l'Union européenne est détaillé ci-dessous.

Flottille navires de MED-SWO	En choisir un		Navires < 7m nouveaux en 2017 (paragr. 7)	Flottille totale (navires)			% différence entre période de référence (année 2016) et 2017 (max. 5%)	% différence entre période de référence (année 2016) et 2018 (max. 5%)	% différence entre période de référence (année 2016) et 2019 (max. 5%)
	Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)	Nombre de navires dans période de référence (année 2016)		2017	2018	2019			
Palangrier de plus de 40m	3	0	0	1	1		-	-	
Palangrier entre 24 et 40m	121	18	0	40	39		122,22%	116,67%	
Palangriers de moins de 24m	7100	2057	0	1929	1918		-6,22%	-6,76%	
Total palangriers	7224	2075	0	1970	1958		-5,06%	-5,64%	
Ligne à main	77	94	5	88	88		-6,38%	-6,38%	
Harpon	86	13	0	13	13		0,00%	0,00%	
Sportive/récréative (canne et moulinet)	5822	5463	0	5464	5464		0,02%	0,02%	
Madrague	0	0	0	0	0				
Autre (à spécifier)	1335	1314	0	16	14		-98,78%	-98,93%	
Nombre total de navires < 7 m	6574	3559	5	2875	2863		-19,22%	-19,56%	
Nombre total de navires > 7 m	6249	3917	0	3219	3202		-17,82%	-18,25%	
Flottille totale	14543	8959	5	7551	7537		-15,72%	-15,87%	
Quota					7188,17				
Quota ajusté (le cas échéant)									

3. MAROC

Année du plan de pêche : 2018

1 Introduction

En application des allocations de pêche adoptées par l'ICCAT lors de sa session annuelle tenue à Vilamoura en Novembre 2016 (Rec 16-05), le niveau de quota national de 2018 qui a été fixé à **1013,61 TM** sera réparti aux segments opérationnels à savoir : les barques artisanales et les navires côtiers qui pêchent activement l'espadon.

L'activité de pêche de l'espadon de la Méditerranée est régie actuellement par l'Arrêté ministériel N°3315-17 du 18 décembre 2017 portant sur la mise en place d'un plan de gestion de la pêche de l'espadon en Méditerranée et Atlantique.

2 Détails du plan de pêche

Conformément aux dispositions du plan de gestion de la capacité de pêche nationale tel qu'établi par les articles 6 à 10 de la Recommandation ICCAT 16-05 amendant la Recommandation 13-04, la capacité de pêche maximale autorisée à pêcher l'espadon de la Méditerranée est comme suit :

- Les barques de la pêche artisanale et les navires de la pêche côtière autorisées par l'administration marocaine à capturer l'espadon de la Méditerranée, et leurs captures sont comptabilisées dans la limite du quota alloué au Maroc par l'ICCAT. Les engins de pêche utilisés par ces barques artisanales et navires côtiers sont la palangre et la ligne.
- Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la Recommandation 16-05, le Maroc appliquera une augmentation de 5 % de sa capacité entre la période de référence (2016) et les années 2017, 2018, et 2019.
- Le quota de pêche de l'espadon de la Méditerranée au titre de la saison de pêche 2018 n'est pas reparti en quotas individuels. Les unités de pêche capturent l'espadon jusqu'à atteinte du quota alloué au Maroc par l'ICCAT.
- Une prise accessoire d'espadon de la Méditerranée de 5 % est réservée aux navires non autorisés à pêcher activement l'espadon de la Méditerranée. Cette prise sera déduite et comptabilisé du quota alloué au Maroc par l'ICCAT au titre de la saison 2018.
- Les conditions de pêche sont régies par l'Arrêté ministériel N° 3315-17 du 18 décembre 2017 réglementant la pêche de l'espadon qui se base essentiellement sur les dispositions de la recommandation ICCAT 16-05.
- Le Royaume du Maroc s'engage à appliquer toutes les dispositions de la Recommandation 16-05 amendant la Recommandation 13-04 durant la campagne de pêche 2018 qui débutera à partir du mois d'avril pour tous les segments autorisés en Méditerranée, après une période de repos biologique de trois mois (du premier janvier au 31 mars de chaque année/ l'Arrêté ministériel N° 3315-17 du 18 décembre 2017).

	<i>Exigence ICCAT (cf. Rec. 16-05)</i>	<i>Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre</i>	<i>Législation ou réglementations nationales pertinentes (selon le cas)</i>	<i>Note</i>
1	Plan de développement de la flottille (paragr. 9)	La liste des navires côtiers et barques artisanales capturant l'espadon de la Méditerranée enregistrées au niveau du Registre ICCAT SWO MED. Le Maroc appliquera une augmentation de 5 % de sa capacité entre la période de référence (2016) et les années 2017, 2018, et 2019.	Ces unités sont enregistrées dans le registre national d'immatriculation de la flotte et disposent d'une licence de pêche conformément au Décret n°02-92-1026 du 29 décembre 1992 fixant les conditions et les modalités de délivrance et de renouvellement des licences de pêche dans la ZEE.	
2	Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragr. 11-13)	La fermeture de la saison de pêche est du premier janvier au 31 mars de chaque année.	Arrêté ministériel N°3315-17 du 18 décembre 2017 réglementant la pêche de l'espadon	
3	Pêcheries récréatives et sportives (paragr. 21-26)	Actuellement, le Maroc n'engagera pas de pêche récréatives et sportives mais elles pourront être développées pour les années à venir.	Dahir n° 1-14-95 du 12 mai 2014 portant promulgation de la loi n° 15-12 relative à la prévention et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et modifiant et complétant le dahir portant loi n°1-73-255 du 27 chaoual 1393 (23 novembre 1973) formant règlement sur la pêche maritime	
4	Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragr. 30)	Les prises accessoires d'espadon de la Méditerranée par les autres navires non autorisés à pêcher activement l'espadon de la Méditerranée, de 5 % du quota alloué au Maroc. Cette prise sera déduite et comptabilisé du quota alloué au Maroc par l'ICCAT au titre de la saison 2018.		

5	Enregistrement et déclaration de la capture (paragr. 35-37)	Utilisation du programme de document statistique ICCAT-Espadon et transmission des prises trimestrielles de l'espadon. Déclaration au secrétariat de l'ICCAT des dates de fermeture de la pêcherie de l'espadon (en cas d'atteinte du quota).		
6	Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragr. 34)	- Un contrôle au niveau des ports de débarquement, sites de pêche et halles au poisson par la mobilisation permanente d'agents de contrôle du Département de la pêche. -Un système de déclaration obligatoire des captures au débarquement et un suivi du flux de commercialisation moyennant la procédure de certification des captures. -Utilisation du programme de document statistique ICCAT-Espadon		
7	Observateur scientifique de la CPC (paragr. 44)	Les navires ayant plus de 15m ne pêchant pas activement l'espadon de la Méditerranée. Par conséquent, les observateurs nationaux ne seront pas déployés.		
8	Autres exigences (spécifier)			

Plan d'inspection

a) Inspection et contrôle de la CPC (para. 13)

Les modalités de suivi, contrôle et surveillance de pêche interviendront conformément à la réglementation nationale et internationale et aux dispositions ICCAT en matière de contrôle et inspection, notamment celles de la recommandation 16-05. Ces modalités rentrent dans le cadre du plan national de contrôle des activités de la pêche maritime et porteront des mesures relatives aux actions suivantes :

- Le suivi et le contrôle des débarquements de la flottille côtière et artisanale avec obligation de pesée effective avant la première vente et respect du système de documentation des captures mis en place au niveau national. Ce système de documentation national permet le contrôle par recoupement systématique direct entre la déclaration des captures au débarquement et les données de la première vente et permet un outil supplémentaire de vérification pour la validation des documents statistiques ICCAT ;

- La surveillance par VMS des navires de pêche assujettis effectuée par le FMC du Département de la pêche avec une disponibilité en ligne à temps réel des données de position pour l'administration régionale des pêches maritimes (les Délégations des Pêches Maritimes),
- L'instauration d'un processus de communication et d'enregistrement des informations de pêche, notamment via la mise en application du programme de documents statistiques de l'ICCAT,
- L'application des dispositions relatives aux mesures d'inspection au port des navires étrangers, et le respect des engagements internationaux du Royaume du Maroc auprès de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique.

La surveillance en mer est aussi assurée par les autres autorités habilitées dans le cadre des attributions conférées par la réglementation nationale.

b) Inspection internationale conjointe (para. 39-41 ; Annexe 1)

Le Royaume du Maroc ne compte pas de navires de capture prenant part à des activités de pêche dirigées sur l'espadon de la Méditerranée hors ZEE (eaux internationales).

Par conséquent, le Royaume du Maroc ne détachera donc pas de navire d'inspection.

Plan de gestion de la capacité (para. 6-10)

Flottille navires de MED-SWO	En choisir un		Navires < 7m nouveaux en 2017 (paragr. 7)	Flottille totale (navires)			% différence entre période de référence et 2017 (max. 5%)	% différence entre période de référence et 2018 (max. 5%)	% différence entre période de référence et 2019 (max. 5%)
	Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)	Nombre de navires dans période de référence (année 2016)		2017	2018	2019			
Palangrier de plus de 40m		0		0	0	0	0	0	
Palangrier entre 24 et 40m		30		30	0	0	0	-100	
Palangrier de moins de 24m		389		389	245	279	0	-37	
Ligne à la main		2936		2936	3110	3244	0	+5,9	
Harpon		0		0	0	0	0	0	
Sportive/récréative (canne et moulinet)		0		0	0	0	0	0	
Madrague		0		0	0	0	0	0	
Autre (à spécifier)		0		0	0	0	0	0	
Nombre total de navires < 7 m		2912		2912	3086	3220	0	+5,9	
Nombre total de navires > 7 m		443		443	269	303	0	-39	
Flottille totale		3355		3355	3355	3523	0	0	
Quota (TM)				1045	1013.61	982.26			
Quota ajusté (le cas échéant)				1045	1013.61	982.26			

4. TUNISIE

Année du plan de pêche : 2018

1 Introduction

La pêche artisanale en Tunisie joue un rôle social et économique de premier lieu. Elle contribue à 25 % de la production totale provenant des navires de pêche côtière et 92 % de la flottille de pêche totale. Il s'agit essentiellement de petites embarcations.

Sur un effectif de 810 navires capturant l'espadon inscrits sur le registre de l'ICCAT, la flottille est constituée exclusivement de petites embarcations. Cette flottille se décompose comme suit :

- 22 % ayant une longueur comprise entre 3 et 10m ;
- 68 % ayant une longueur comprise entre 10 et 15 m ;
- 10 % ayant une longueur supérieure à 15m.

Pour la pêche d'espadon, l'autorité compétente ne délivre pas de permis spéciaux, en effet, les navires de pêche côtière embarquent différents types d'engins de pêche dont la palangre. Toutefois, les pêcheurs respectent les périodes de fermeture des saisons de pêche et n'embarquent plus les palangres visant l'espadon au cours de ces périodes.

En Tunisie, La grande partie de l'espadon pêché est destiné au marché local. Néanmoins, la pêche d'espadon est réglementée par la loi N° 94-13 du 31 Janvier 1994 relative à l'exercice de pêche (les articles 13 et 14 de la même loi relatifs aux espèces dont la pêche est interdite, interdisent la pêche d'espadon, la vente, le transport et l'exposition (y compris les prises accessoires) pendant les deux périodes suivantes : du 1er Octobre au 30 Novembre et du 15 Février au 15 Mars de chaque année. En plus, l'arrêté du 28 septembre 1995 portant l'organisation des opérations de pêche, les tailles minimales des espèces aquatiques, les caractéristiques des engins de pêche définit lui aussi la taille réglementaire de pêche d'espadon à 100 cm mesuré de l'extrémité du maxillaire inférieur à l'extrémité postérieure du plus petit rayon caudal.

Au titre de l'année 2018, en application des dispositions du paragraphe 5 de la Rec 16-05, le quota d'espadon alloué à la Tunisie est de 977.45 tonnes pour 810 navires dont la longueur est comprise entre 3.4 et 19.4 m.

2 Détails du plan de pêche

La pêche d'espadon est pratiquée par la palangre pélagique et La gestion de l'activité de pêche sera régie conformément aux dispositions de la Rec 16-05 de l'ICCAT et la réglementation nationale.

Le TAC de la Tunisie fixé à 977.45 tonnes ne sera pas réparti par navire mais il concernera plutôt tous les navires de pêche côtière ; la pêche sera interdite lorsque le quota national est épuisé et une circulaire à ce sujet sera diffusée à tous les services maritimes pour la fermeture de la saison de pêche d'espadon.

	<i>Exigence ICCAT (cf. Rec. 16-05)</i>	<i>Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre</i>	<i>Législation ou réglementations nationales pertinentes (selon le cas)</i>	<i>Note</i>
1	Plan de développement de la flottille (paragr. 9)	Le nombre des navires de capture d'espadon est passé de 872 en 2017 à 810 en 2018.	Circulaire interne concernant l'arrêt d'octroi des nouvelles autorisations de constructions de navires.	
2	Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragr. 11-13)	La pêche d'espadon est interdite du 1er Octobre au 30 Novembre et du 15 Février au 15 Mars chaque année	Loi N° 94-13 du 31 Janvier 1994 relative à l'exercice	

3	Pêcheries récréatives et sportives (paragr. 21-26)	Aucune pêche sportive et récréative ne sera permise		
4	Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragr. 30)	Les prises accessoires sont enregistrées et déduites du quota national.		
5	Enregistrement et déclaration de la capture (paragr. 35-37)	Le nombre des jours en mer des navires (petites embarcations) pêchant activement l'espadon ne dépasse pas une semaine. Le capitaine du navire de pêche enregistre les informations relatives aux opérations de pêche dans le journal de pêche. Une copie de ce dernier est délivrée à l'autorité compétente lors du débarquement.	Loi N° 13-94 du 31 janvier 1994	
6	Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragr. 34)	Les inspections aux ports sont assurées par les services de la pêche chargés de contrôle des débarquements d'espadon, des engins de pêche et des documents de bord.	Loi N° 13-94 du 31 janvier 1994.	
7	Observateur scientifique de la CPC (paragr. 44)	Les navires de pêche d'espadon de longueur supérieure à 15 m, comme tous les autres navires de pêche côtière ne ciblent pas seulement l'espadon c'est pourquoi le déploiement d'un observateur scientifique à bord de ces navires n'est pas prévu.		
8	Autres exigences (spécifier)			

3 Plan d'inspection

a) Inspection et contrôle de la CPC (para. 13)

Au cours de la période de la fermeture temporelle de la pêche d'espadon, les inspections en mer sont assurées par les agents de la Garde Maritime et de la garde pêche.

Des opérations de contrôle seront renforcées à travers des campagnes mixtes de contrôle entre les services de la pêche et la garde marine, des missions de contrôle seront réalisées durant la période de fermeture dans les ports de pêche et les marchés pour veiller à l'application des dispositions prises à ce sujet.

b) Inspection internationale conjointe (para. 39-41 ; Annexe 1)

Les navires de capture n'exercent pas des activités dirigées sur l'espadon mais ce sont des activités multiples dont l'espadon. En effet, la Tunisie ne compte pas la présence d'un navire d'inspection dans la zone de la convention.

Plan de gestion de la capacité (para. 6-10)

<i>Flottille navires de MED-SWO</i>	<i>En choisir un</i>		<i>Navires < 7m nouveaux en 2017 (paragr. 7)</i>	<i>Flottille totale (navires)</i>			<i>% différence entre période de référence et 2017 (max. 5%)</i>	<i>% différence entre période de référence et 2018 (max. 5%)</i>	<i>% différence entre période de référence et 2019 (max. 5%)</i>
	Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)	Nombre de navires dans période de référence (année 2016)		2017	2018	2019			
Type									
Palangrier de plus de 40m	0			0					
Palangrier entre 24 et 40m	0			0					
Palangrier de moins de 24m	0			0					
Ligne à la main	0			0					
Harpon	0			0					
Sportive/récréative (canne et moulinet)	0			0					
Madrague	0			0					
Autre (pêche côtière)	402			872	810				
Nombre total de navires < 7 m	4		24	28	28				
Nombre total de navires > 7 m	398			844	782				
Flottille totale	402			872	810				
Quota				1007.659	977.45				
Quota ajusté (le cas échéant)									

5. TURQUIE

Année du plan de pêche : 2018

1 Introduction

Un quota de 427,77 t d'espadon méditerranéen pour la Turquie sera attribué à 256 navires de pêche de Med-SWO détenteurs de permis de pêche spéciaux pour l'année 2018. Un quota de 10% sera attribué aux pêcheries côtières artisanales. Aucune activité ne sera envisagée pour les pêcheries sportives et récréatives ciblant le Med-SWO. La répartition du nombre autorisé de bateaux de pêche par type d'engin en 2018 est indiquée ci-dessous :

La pêche d'espadon de la Méditerranée sera réglementée par la mise à jour de la notification ministérielle réglementant les pêcheries commerciales.

2 Détails du plan de pêche

Les détails de tous les groupes d'engins de pêche capturant l'espadon de la Méditerranée, y compris le nombre total de navires dans chaque groupe, sont donnés en pièce jointe.

Les quotas individuels seront attribués conformément aux critères élaborés au niveau national en tenant compte des performances passées des navires de pêche ainsi que des aspects régionaux et socio-économiques des pêcheries côtières artisanales en Turquie.

Un système de déclaration qui obligerait les pêcheurs à consigner et à faire un rapport dans les 48 heures au ministère après chaque débarquement sera obligatoire. Le système de déclaration comprend des contrôles réguliers des débarquements et des vérifications seront effectuées pour surveiller et contrôler les captures et pour s'assurer que les quotas des navires et des groupes d'engins sont respectés.

	<i>Exigence de l'ICCAT (En vertu de la Rec. 16-05)</i>	<i>Explication des mesures prises par la CPC à des fins de mise en œuvre</i>	<i>Législation ou réglementations nationales pertinentes (selon le cas)</i>	<i>Note</i>
1	Plan développement des flottilles (paragr. 9)	Non applicable	Non applicable	
2	Choix des fermetures de la saison de pêche (paragr. 11-13)	Fermetures saisonnières : 15 février – 15 mars 1er octobre-30 novembre	Notification ministérielle régissant les pêcheries commerciales	
3	Pêcheries récréatives et sportives (paragr. 21-26)	Aucun quota spécifique n'est attribué aux pêcheries récréatives et sportives.	Non applicable	
4	Allocation de prises accessoires et information sur les limites par navire/opération (paragr. 30)	La limite maximale de capture accessoire par navire et par opération de pêche ne doit pas dépasser 5 spécimens. La capture accessoire en question devra être déduite du TAC de la Turquie.	Notification ministérielle régissant les pêcheries commerciales	
5	Enregistrement et déclaration de la capture (paragr. 35-37)	Les navires de capture de Med-SWO autorisés de plus de 15 m de longueur hors-tout devront enregistrer, notifier et communiquer sans retard au Ministère (soit par des carnets électroniques ou	Notification ministérielle régissant les pêcheries commerciales	

		<p>reliés, soit par d'autres moyens) des rapports de capture hebdomadaires contenant des détails pertinents sur les captures de Med-SWO (détails spatiaux, temporels et biologiques) à la suite d'une opération de pêche donnée.</p> <p>Le Ministère devra soumettre une compilation des rapports de capture hebdomadaires au Secrétariat de l'ICCAT tous les trimestres, conformément au format requis.</p>		
6	Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragr. 34)	<p>Les inspecteurs ministériels devront effectuer des inspections et des vérifications régulières aux points de débarquement afin de s'assurer de la validité des captures et du niveau d'application des quotas individuels, des limites des prises accessoires et d'autres règles.</p>	Avis et circulaires ministériels	
7.	Observateur scientifique des CPC (paragr. 44)	<p>Les observateurs scientifiques devront être déployés sur au moins 5% des palangriers pélagiques de plus de 15 mètres de longueur hors-tout.</p> <p>De plus, les inspecteurs ministériels accompagnés d'observateurs scientifiques devront effectuer des vérifications régulières aux points de débarquement les plus fréquentés et les plus opérationnels afin de représenter 10% du total des points de débarquement, de manière à améliorer la collecte et l'échantillonnage des données.</p>	Notification, avis et circulaires ministériels	
8.	Autres exigences (préciser)	<p>Réglementations techniques</p> <p>Il est interdit de capturer des espadons de moins de 125 cm.</p> <p>Pour capturer de l'espadon, il est obligatoire que les navires de pêche obtiennent un « permis de pêche » auprès de la direction provinciale délivrant la licence du navire. Les demandes de permis de pêche spécial de l'espadon présentées par les pêcheurs sont soumises à des critères techniques.</p> <p>Lorsqu'une demande présentée est approuvée par le Ministère, l'information afférente au permis spécial est simultanément enregistrée dans le système informatique des pêcheries (FIS) opéré par le Ministère.</p> <p>Pour la pêche palangrière des thonidés et de l'espadon, seuls les hameçons n°1 et n°2 avec une largeur d'ouverture inférieure à 2,8 cm sont permis.</p> <p>Pendant la saison de fermeture, les pêcheurs d'espadon de la Méditerranée se consacrent à d'autres types de pêche côtière, au chalutage et aux activités touristiques ou d'aquaculture.</p>		

Plan d'inspection

a) Inspection et contrôle de la CPC (paragr. 13)

L'inspection et les contrôles ont représenté l'activité principale du MoFAL en vue de garantir l'efficacité de la fermeture de la saison et les réglementations sur la taille s'appliquant à l'espadon de la Méditerranée. Les activités d'inspection, encore en cours, se concentrent dans les zones de pêche potentielles, les points de débarquement et les marchés de détail et de gros. Les inspecteurs ministériels devront effectuer des inspections et des vérifications régulières aux points de débarquement afin de s'assurer de la validité des captures et du niveau d'application des quotas individuels, des limites des prises accessoires et d'autres règles.

Dans ce contexte, 508 kg d'espadon de la Méditerranée ont été saisis en 2017 suite aux inspections réalisées par les inspecteurs du MoFAL dans plusieurs provinces côtières. Un total de 1.364 kg d'espadon de la Méditerranée avaient été saisis par les inspecteurs ministériels en 2016.

Conformément aux dispositions pertinentes de la Rec. 16-05 de l'ICCAT, une liste des points désignés de débarquement d'espadon de la Méditerranée a été fournie et communiquée à l'ICCAT le 1^{er} mars 2018.

En 2002 et 2003, l'Union européenne et l'ICCAT ont mis à exécution une recommandation interdisant l'utilisation de filets dérivants dans la Méditerranée. Après cela, l'utilisation du filet dérivant en Turquie a également été frappée d'interdiction en 2006. Ultérieurement, la Turquie a fait part de sa volonté d'éradiquer l'utilisation du filet dérivant modifié par le biais de la circulaire ICCAT # 3225/2010. En conséquence, l'utilisation de tous les filets dérivants modifiés a été interdite à partir du 1^{er} juillet 2011. En conséquence, tous les navires de pêche équipés de filets dérivants modifiés se sont vus dans l'obligation de changer leurs engins de pêche conformément aux dispositions de la Notification révisée n°2/1 régissant la pêche commerciale. Le MoFal a poursuivi ses efforts en vue de promouvoir l'emploi de méthodes de pêche et d'un engin de pêche plus sélectifs par la majorité des pêcheurs d'espadon turcs, ainsi que plusieurs activités de formation à l'échelle régionale.

b) Inspection internationale conjointe (para 39-41 ; Annexe 1)

Des inspecteurs de la garde-côtière turque ont été formés afin de participer activement aux inspections concernant l'espadon de la Méditerranée dans le contexte du programme d'inspection internationale conjointe (IJIS).

En 2018, la Turquie prévoit de participer à l'IJIS avec 59 bateaux de la garde-côtière turque (TCGC), 16 aéronefs (avions / hélicoptères) et 216 équipiers. Comme la couverture de patrouille potentielle des navires d'inspection du TCGC est relativement limitée, il est escompté que des patrouilleurs hauturiers du Commandement des Forces navales turques (TNFC) participent au programme d'inspection pour réaliser quelques inspections en haute mer dans la Méditerranée.

De surcroît, un navire d'inspection supplémentaire, à savoir le ARAMA 1, qui a été détaché par le MoFAL, contribuera également aux activités menées dans la région dans le cadre du Programme ICCAT d'inspection internationale conjointe.

Plan de gestion de la capacité (paragr. 6-10)

Le plan de gestion de la capacité de la flottille de navires de Med-SWO se trouve ci-après.

Flottille navires de MED-SWO	En choisir un		Navires < 7m nouveaux en 2017 (paragr. 7)	Flottille totale (navires)			% différence entre période de référence et 2017 (max. 5%)	% différence entre période de référence et 2018 (max. 5%)	% différence entre période de référence et 2019 (max. 5%)
	Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)	Nombre de navires dans période de référence (année 2016)		2017	2018*	2019			
Palangriers de plus de 40 m	3			0	3	3	0	0	0
Palangrier entre 24 et 40m	9			3	9	9	0	0	0
Palangriers de moins de 24m	235			244	244	246	4	5	5
Ligne à main									
Harpon									
Sportive/récréative (canne et moulinet)									
Madrague									
Autre (à spécifier)									
Nombre total de navires < 7 m			6674						
Nombre total de navires > 7 m									
Flottille totale									
Quota				441	428	415			
Quota ajusté (le cas échéant)									

* Le nombre de navires pourra être actualisé pendant la saison de pêche.

LIBYE (en langue originale uniquement, soumis après la date limite)
Fishing Plan Year: 2018

1. Introduction

Each CPC will provide a summary of its fishing plan, which includes information on their allocated quota, number of fishing vessels by gear type, and relevant national legislation.

No quota was allocated to Libya.

2. Details of fishing plan

The CP-01 presented on 15 Jan 2018 was made up of six industrial vessels equipped with long lines. Due to the fact that no quota was allocated to Libya it was decided that the safest way forward was to convince the fleets not to target SWO at all – and in fact none of these vessels engaged in fishing SWO.

However small vessels of the artisanal fishery in the lesser villages on the coastline did target SWO – taking into consideration that these fishermen are barely making a living with their sporadic catches and are to be regarded as fishing communities which are dependent mainly on fishing for their survival.

CPCs should also complete the following table:

	<i>ICCAT Requirement (per 16-05)</i>	<i>Explanation of CPC actions taken to implement</i>	<i>Relevant domestic laws or regulations (as applicable)</i>	<i>Note</i>
1	Fleet development plan (para. 9)	CPC-Libya has not made any increases in the fleet	Law 14 for marine resources investment	
2	Choice of closed Fishing Seasons (paras. 11-13)	It was decided not to authorize any fishing of SWO by the fleet- no fishing season		
3	Recreational and sports fisheries (paras. 21-26)	This fishing is not present in Libya		
4	Allocation for by-catch and detail of limit per vessel/operation (para. 30)	N/A		
5	Catch recording and reporting (paras. 35-37)	See attached sheet		
6	Measures taken to control landings (para. 34)	N/A once no fishing allowed		
7	CPC Scientific Observer (para. 44)	No Scientific Observer		
8	Other requirements (specify)	None		

Inspection Plan

a) CPC's inspection and control (para. 13)

*Each CPC will provide information on its plan for inspection and control of closed season.
Vessels on SWO-List were not allowed to fish for SWO*

b) Joint international inspection (paras. 39-41; Annex 1)

Each CPC will provide information about joint international inspections that are implemented in accordance with Part IV of Rec. 16-05 (if applicable).

CPC-LIBYA did not participate in joint international inspections

Capacity Management Plan (paras. 6-10)

Each CPC will provide the number of fishing vessels using the template provided by the Secretariat (attached).

CAPACITY MANAGEMENT PLAN TEMPLATE

MED SWO Vessel Fleet	Choose one		New < 7 m vessels in 2017 (para 7)	Total Fleet (vessels)			% difference between reference period and 2017 (max 5%)	% difference between reference period and 2018 (max 5%)	% difference between reference period and 2019 (max 5%)
	Number of vessels in reference period (average 2013-2016)	Number of vessels in reference period (Year 2016)		2017	2018	2019			
Longliner over 40m	10	10	0	6	5	0			
Longliner between 24 m and 40 m	360	360	0	360	162	55			
Longliner less than 24m	520	520	0	331	331	110			
Handline	822	822	0	822	822	822			
Harpoon									
Sport/Recreational (rod & reel)	0	0	0						
Trap									
Other (please specify)									
Total number of vessels < 7 m									
Total number of vessels > 7 m									
Total fleet	1712	1712	0	1519	1321	987			
Quota	0	0							
Adjusted quota (if applicable)									